

Comment le Brexit menace l'économie des Malouines et les pêcheurs espagnols

© 18/04/2019 |  Terre-net Média

Les Malouines et leurs calamars, victimes collatérales du Brexit. Une sortie sans accord du Royaume-Uni pourrait avoir de lourdes conséquences sur l'économie de l'archipel qui repose largement sur le mollusque. Et sur la Galice en Espagne, où arrivent la quasi-totalité des exportations.

94 % de la pêche exportée par ces îles britanniques de l'Atlantique sud revendiquées par Buenos Aires, essentiellement du calamar, arrivent au port espagnol de Vigo (nord-ouest). Une activité exercée par des chalutiers galiciens et leur équipage en grande partie espagnol qui représente 40 % du PIB des Malouines, archipel situé à 13 000 kilomètres des côtes anglaises ayant été au cœur d'un conflit en 1982 entre la Grande-Bretagne et l'Argentine.

Ce commerce est rentable pour une raison : l'absence de droits de douane sur l'exportation de ces calamars, une situation aujourd'hui remise en question dans les eaux troubles du Brexit. « Il est pour nous crucial de garder cette relation (avec l'UE), c'est une question de vie ou de mort pour la survie de l'économie des Malouines », assure Teslyn Barkman, responsable de la gestion des ressources naturelles et des questions relatives au Brexit pour le gouvernement des Malouines, dans un entretien téléphonique avec l'AFP. « Si le Royaume-Uni quitte l'UE sans accord, les droits de douane sur l'exportation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui vont de 6 à 18 % selon la nature des produits, s'appliqueraient », explique pour sa part Richard Hyslop, conseiller politique du gouvernement insulaire.

Calamars exportés en urgence

Dans ce contexte, des navires avaient été envoyés en urgence dans les eaux malouines pour ramener vers la Galice 21 000 tonnes de calamars et éviter ainsi de potentiels droits de douane qui auraient pu se chiffrer à 4 millions d'euros en cas de Brexit survenant en catastrophe. Impossible à gagner à la date initiale de sortie de l'UE prévue le 29 mars, cette course-contre-le-Brexit restait compliquée le 12 avril, deuxième date fixée. C'est finalement avec moins de pression que le premier des trois navires affrétés a commencé à décharger après l'annonce d'un nouveau report du Brexit jusqu'au 31 octobre.

« Nous créons des emplois, de la richesse » mais « c'est l'incertitude totale, nous ne savons pas ce qu'il pourrait arriver à la flotte espagnole » en cas de Brexit sans accord, « ce que nous demandons, c'est de pouvoir continuer à pêcher », insiste Javier Touza, président de la coopérative des armateurs de pêche du port de Vigo (Arvi), qui craint comme d'autres armateurs l'interdiction d'accès aux zones de pêche. « Nous avons là-bas les plus gros navires de la flotte galicienne, qui appartiennent soit à des joint-ventures avec des capitaux mixtes, dont espagnols, soit à des entreprises espagnoles », poursuit Javier Touza.

1 700 marins galiciens affectés

43 navires associés à Arvi, dont deux de l'entreprise de Javier Touza, sont actuellement engagés dans les eaux malouines. 24 battent pavillon espagnol et 19 pavillon des Malouines « mais avec la majorité de l'équipage espagnol et 100 % de leur cargaison qui termine au port de Vigo », souligne Javier Touza. Le gouvernement régional de Galice a chiffré à 1 700 le nombre de marins galiciens qui pourraient être affectés par un Brexit dur. Un chiffre qui prend en compte les navires présents dans les eaux des Malouines mais aussi ceux pêchant dans les eaux britanniques en Europe. En attendant, les marins s'affairent, malgré l'incertitude. Au vu des premiers chiffres, la campagne de pêche 2019 a tout pour être une nouvelle année record après 2018 et ses 78 913 tonnes de calamars pêchés.